

Les finances des régions

Fonctionnement (régions) en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Charges de fonctionnement (1)	10 447	11 748	+12,5	14 079	+19,8
Achats et charges externes	1 183	1 413	+19,4	1 414	+0,1
Frais de personnel	619	783	+26,5	1 602	+104,6
Subventions et contingents	8 099	9 001	+11,1	10 346	+14,9
Charges financières	391	396	+1,3	547	+38,0
Autres charges de fonctionnement	156	156	-0,1	171	+9,4
Produits de fonctionnement (2)	15 777	17 219	+9,1	19 609	+13,9
Impôts directs	4 004	4 435	+10,8	4 416	-0,4
Impôts indirects et autres taxes	2 925	3 915	+33,8	6 091	+55,6
Concours de l'Etat	8 022	8 257	+2,9	8 287	+0,4
- DGF	4 947	5 107	+3,2	5 205	+1,9
- Autres dotations	2 837	2 919	+2,9	2 844	-2,6
- Péréquation et compensations fiscales	238	231	-3,0	238	+3,1
Subventions et participations	629	446	-29,2	570	+28,0
Autres produits de fonctionnement	197	167	-15,0	244	+46,0
Autofinancement (A)=(2) - (1)	5 330	5 470	+2,6	5 530	+1,1

Fonctionnement

Les charges de fonctionnement des régions atteignent 14,1 milliards d'euros en 2007, soit une augmentation de 19,8% entre 2006 et 2007, amplifiant la progression déjà observée l'année précédente (+12,5%). Les différents types de dépenses progressent tous, à l'exception des achats et charges externes dont l'évolution est maîtrisée.

Les produits de fonctionnements croissent eux aussi (+13,9%) pour atteindre 19,6 milliards d'euros, notamment sous l'influence des impôts indirects qui progressent de 55,6%.

Conséquence de ces évolutions, les régions dégagent un autofinancement en hausse de 1,1% à 5,5 milliards d'euros.

Les **achats et charges externes** avec 1,4 milliard d'euros se situent au niveau de 2006 et représentent 10% du total des dépenses.

Les **frais de personnels** doublent entre 2006 et 2007. Avec 1,6 milliard d'euros, ils représentent 11% des charges totales en 2007, contre 7% en 2006. Cette évolution est due principalement (81%) aux transferts de personnel, en particulier les techniciens et ouvriers de service de l'éducation nationale, consécutif à l'acte II de la décentralisation.

Toutefois, corrigée des transferts de compétence intervenus en 2007, la croissance des dépenses de personnel reste très dynamique (+23,8%).

Les effets du glissement vieillesse technicité (GVT) accroissent aussi la masse salariale de manière mécanique.

Les **subventions et contingents**, avec 10,3 milliards d'euros, sont le premier poste de dépense des conseils régionaux avec 73% des dépenses totales de fonctionnement. Les subventions de fonctionnement représentent 41% du total des subventions et contingents. La moitié (52%) est accordée aux personnes de droit privé. Entre 2006 et 2007, les subventions, tout type de bénéficiaires confondus, augmentent de près de 23%. Les principales compétences dévolues aux régions, notamment l'entretien des lycées et les transports, sont l'objet de dépenses enregistrées à ce poste. Ainsi, les dotations de fonctionnement des lycées s'élèvent en 2007 à un milliard d'euros, soit une augmentation de 13% par rapport à 2006.

Quant aux contributions aux organismes de transport, elles s'élèvent à 2,6 milliards d'euros pour celles directement identifiées dans les comptes, dont 532 millions au titre de

la contribution au syndicat des transports d'Ile de France.

Cette contribution, versée par la seule région Ile de France, enregistre une progression de 23% entre 2006 et 2007.

Les **charges financières** augmentent de 38% par rapport à 2006. En effet, le recours plus important à l'emprunt en 2006 (+27%), mais aussi la hausse des taux d'intérêts pour les nouveaux emprunts souscrits accroissent les charges financières. Toutefois, ces charges ne représentent que 4% du total des dépenses.

Les **produits de fonctionnement** sont plus dynamiques que l'année précédente (+13,9% contre +9,1%). Cette progression résulte principalement de la hausse des impôts indirects et autres taxes qui, entre 2006 et 2007, passent de 3,9 à 6,1 milliards d'euros.

Les **impôts directs** représentent 23% des recettes de fonctionnement des conseils régionaux. Après la forte hausse enregistrée en 2006 (+10,8%), les impôts directs stagnent en 2007 (-0,4%). Deux raisons principales peuvent être avancées, d'une part, une stabilité des taux votés par les conseils régionaux après les hausses relevées en 2006 et, d'autre part, la participation régionale au financement des surplus de dégrèvements accordés aux entreprises suite aux augmentations de leurs taux de taxe professionnelle (montant estimé de 277,2 millions d'euros).

Les **impôts indirects et autres taxes** augmentent fortement (+55,6%), passant de 3,9 milliards en 2006 à 6,1 milliards en 2007, constituant ainsi la deuxième principale recette de fonctionnement régionale (31% du total).

Investissement (régions)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Emplois d'investissement (hors dette)	7 704	8 294	+7,7	9 074	+9,4
Dépenses d'équipement	2 582	3 100	+20,1	3 429	10,6
Subventions d'équipement versées	4 591	4 929	+7,4	5 372	9,0
Autres dépenses	531	265	-50,1	272	2,8
Ressources d'investissement (hors emprunts)	1 675	1 600	-4,5	1 869	+16,8
FCTVA	379	378	-0,3	485	28,4
Autres dotations et subventions	1 047	999	-4,6	1 093	9,5
Autres recettes (a)	250	223	-10,9	291	30,5
Remboursements d'emprunts*	1 373	1 690	23,1	1 264	-25,2
Emprunts*	2 106	2 747	30,4	2 808	2,2

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

Cette évolution résulte du dynamisme de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). En effet, les régions sont, au titre des financements des compétences transférées, bénéficiaires d'une partie de cette taxe, dont les bases et les taux sont régionalisés.

Le produit perçu au titre de la TIPP est ainsi passé de 1 milliard d'euros en 2006 à 2,8 milliards en 2007. Il représente 47% du total des impôts indirects et taxes.

La croissance des impôts indirects est aussi la conséquence de l'augmentation des recettes perçues au titre des taxes sur les certificats d'immatriculation des véhicules (+ 6%). Elles contribuent pour un tiers au total des impôts indirects et autres taxes.

Les **concours de l'Etat** sont pour les régions la principale recette de fonctionnement. Avec 8,3 milliards, ils représentent 42% du total et augmentent globalement de 0,4%.

La dotation générale de fonctionnement, qui constitue 63% des concours de l'Etat perçus par les conseils régionaux, augmente de 1,9%. Les autres dotations s'élèvent à 2,8 milliards d'euros et comprennent la dotation d'apprentissage et de formation professionnelle (74% du total) et la dotation générale de décentralisation. Elles enregistrent une baisse de 2,6% entre 2006 et 2007. Les péréquations et compensations fiscales d'un montant de 238 millions d'euros se répartissent par tiers entre les compensations au titre de la taxe professionnelle, des taxes foncières et de la taxe d'habitation. Elles augmentent de 3,1% entre 2006 et 2007.

Les **subventions et participations** augmentent de 28%, mais avec 570 millions d'euros, elles ne représentent que 3% du total des recettes de fonctionnement régionales.

Investissement

Les **emplois d'investissement** poursuivent leur dynamique, en augmentant de 9,4%. Ils s'élèvent en 2007 à plus de 9 milliards d'euros. La principale caractéristique de ces emplois réside dans le poids des subventions d'équipements versées, lesquelles sont supérieures aux dépenses d'équipement directement engagées. Les régions sont les seules collectivités territoriales pour lesquelles l'investissement indirect excède le direct, l'investissement indirect représentant 59% du total des emplois d'investissement.

Les **dépenses d'équipement** progressent deux fois moins vite en 2007 qu'en 2006. Après une augmentation de presque 20% entre 2005 et 2006, la hausse entre 2006 et 2007 est de 10,6%, portant le montant des dépenses d'équipement à 3,4 milliards d'euros.

Les **subventions d'équipement versées** sont, elles, plus dynamiques en 2007 qu'en 2006. Elles augmentent de 9% pour atteindre 5,4 milliards d'euros. Ces subventions sont composées à 77% par des subventions versées aux organismes publics. Parmi celles-ci, 31%, soit 1,3 milliard d'euros, sont attribuées aux organismes de transports.

Les **ressources d'investissement** connaissent une forte croissance (+16,8%) après une année de recul. Toutes les catégories de ressources connaissent une expansion significative.

Le **fonds de compensation de la TVA** progresse de 28,4% et représente 26% des dépenses totales.

Les **autres dotations et subventions**, regroupant 58% des ressources totales d'investissement des conseils régionaux, augmentent de 9,5%, soit une ressource supplémentaire de 94 millions d'euros par rapport à 2006. La dotation régionale d'équipement scolaire constitue 59% du total des autres dotations et subventions et s'élève à 643 millions d'euros, en augmentation de 3,3% entre 2006 et 2007. A contrario, les fonds européens, représentant un tiers des subventions hors dotation régionale d'équipement scolaire, s'infléchissent de 10,6%.

Equilibre financier global (régions)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Dépenses totales*	19 524	21 732	+11,3	24 417	+12,4
Recettes totales*	19 558	21 566	+10,3	24 286	+12,6
Charges de fonctionnement (1)	10 447	11 748	+12,5	14 079	+19,8
Produits de fonctionnement (2)	15 777	17 219	+9,1	19 609	+13,9
Autofinancement (A) = (2)-(1)	5 330	5 470	+2,6	5 530	+1,1
Emplois d'investissement (hors dette)	7 704	8 294	+7,7	9 074	+9,4
Ressources d'investissement (hors emprunts)	1 675	1 600	-4,5	1 869	+16,8
Variation de l'endettement (emprunts - remboursements)	733	1 057	44,1	1 544	46,1

* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

Équilibre financier global

La vigueur des produits (+13,9%) face à l'augmentation des charges de fonctionnement (+19,8%) permet aux conseils régionaux de dégager un autofinancement, en légère hausse (+1,1%), d'un montant de 5,5 milliards d'euros.

En 2007, l'**autofinancement** entre dans le financement des emplois d'investissement à hauteur de 61% contre 67% en 2006. Il constitue donc la principale ressource des régions pour financer leur équipement.

Toutefois, la capacité d'autofinancement et les ressources d'investissement ne suffisent pas à couvrir les dépenses d'équipements. Les conseils régionaux ont donc recours à l'emprunt pour compléter leurs financements.

Les recettes enregistrées au titre des emprunts s'élèvent en 2007 à 2,8 milliards d'euros. Les conseils régionaux ayant remboursé 1,3 milliard d'euros, l'**encours de la dette** pour l'ensemble des régions augmente de 1,5 milliard d'euros.

Les conseils régionaux ont ainsi utilisé à hauteur de 127 millions d'euros **leur fonds de roulement** pour compléter le financement de leurs équipements.

Équilibre financier global		(En millions d'euros)		
Section de fonctionnement	Produits	19 609	Charges	14 079
	Impôts directs	4 416	Achats, charges externes	1 414
	Impôts indirects	6 091	Personnel	1 602
	Concours de l'Etat	8 287	Subventions et contingents	10 346
	Subventions et participations	570	Charges financières	547
	Autres produits	244	Autres charges	171
			Autofinancement	5 530
Section d'investissement	Autofinancement	5 530	Emplois d'investissement	
	Ressources d'investissement		<i>hors dettes</i>	
	<i>hors emprunts</i>	1 836	9 036	
	Endettement	1 544		
	Diminution du FDR	127		

Trésorerie

Le solde moyen mensuel du compte au Trésor des régions diminue encore fortement (-32%) entre 2006 et 2007. Le nombre de jours de dépenses couvertes par cet encours passe ainsi de 8 en 2006 à 4 en 2007. Ce niveau de trésorerie minimum peut s'expliquer par un ajustement des encaissements et des décaissements et par le recours aux lignes de trésoreries.

Les montants encaissés par ce biais sont en hausse de 5% par rapport à 2006.

L'évolution infra annuelle reste cependant identique en tendance à celle des autres collectivités (pic de l'encours en fin d'exercice et décreue dans les premiers mois).

